



Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26 mars 2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Communauté de Communes des Luys-en-Béarn

ISDI de Navailles-Angos

Lieu-dit Capsus

64450 Navailles-Angos

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection, réalisée le 26 mars 2026, de l'installation de stockage de déchets inertes (ISDI) exploitée par la Communauté de Communes des Luys-en-Béarn et implantée au lieu-dit Capsus sur la commune de Navailles-Angos (64450). Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles (SIDPC) de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques a prévenu l'inspection des installations classées le 26 mars 2026 à 8h08 qu'une pollution aux hydrocarbures du lac du Balaing, situé sur la commune de Navailles-Angos, avait pour origine l'ISDI exploitée par la Communauté de Communes des Luys-en-Béarn.

Une inspection réactive a été immédiatement programmée et réalisée sur le site le jour même à partir de 9h45.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

Communauté de Communes des Luys-en-Béarn - *ISDI de Navailles-Angos*
Lieu-dit Capsus – 64450 Navailles-Angos
Code AIOT : 0005213858
Régime : Enregistrement
Non Seveso / Non IED

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- acceptation des déchets,
- formation du personnel d'accueil,
- déclaration d'accident,
- traçabilité des déchets (tenue du registre des déchets entrants).

Présentation de l'établissement

La Communauté de Communes des Luys-en-Béarn (CCLB) a été autorisée par arrêté préfectoral n° 2013-361-0020 du 27 décembre 2013 à exploiter une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) sur la commune de Navailles-Angos.

Par arrêté préfectoral n° 13858/18/60 du 10 août 2018, l'exploitant a été autorisé à prolonger de 18 ans la durée d'exploitation du site.

L'activité consiste à recevoir des déchets inertes (terre, cailloux, gravats) issus essentiellement des travaux de terrassement des entreprises locales ayant signé une convention d'acceptation de matériaux avec la CCLB.

Les déchets inertes réceptionnés sont déchargés puis mis en remblai sur le site défini dans l'arrêté d'autorisation.

Situation administrative

Le tableau de classement des activités au titre de la nomenclature des installations classées s'établit comme suit :

Rubrique	Nature de l'activité	Capacité totale des installations	Régime
2760-3	Installations de stockage de déchets inertes Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés dans d'autres rubriques.	102 400 tonnes (64 000 m³) sur une période de 18 ans	Enregistrement
2515.1c	Broyage, concassage, criblage de produits minéraux	Unité mobile d'une puissance installée inférieure à 200 kW	Déclaration
2517	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés dans d'autres rubriques.	Plate-forme de tri-valorisation d'une superficie de 3 200 m²	Non classé

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés, et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »,
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription),
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives,
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite d'inspection a porté sur les conditions d'exploitation de l'installation de stockage de déchets inertes, notamment sur les conditions d'acceptation des déchets à leur arrivée sur le site, sur la formation du personnel d'accueil ainsi que sur les obligations de l'exploitant en matière de traçabilité des déchets entrants.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est présentée ci-dessous.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suite administrative.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention des accidents et des pollutions Dispositions d'exploitation	AM du 12/12/2014 Article 14	Mise en demeure <i>Rédaction d'une procédure d'exploitation et formation des agents amenés à intervenir sur l'ISDI</i>	1 mois
2	Règles d'exploitation du site Déchargement des déchets	AM du 12/12/2014 Article 19	Mise en demeure <i>Formation des agents amenés à intervenir sur l'ISDI</i>	1 mois
3	Surveillance des émissions Pollution accidentelle	AM du 12/12/2014 Article 30	Mesures d'urgence <i>Mesures pour contenir la pollution</i> Mise en demeure <i>Réalisation d'analyses de sols</i>	2 mois
4	Conditions d'admission Procédure d'acceptation préalable	AM du 12/12/2014 Article 3	Mise en demeure <i>Formation des agents amenés à intervenir sur l'ISDI</i>	1 mois
5	Conditions d'admission Contrôle visuel	AM du 12/12/2014 Article 7	Mise en demeure <i>Formation des agents amenés à intervenir sur l'ISDI</i>	1 mois
6	Prescriptions particulières Mesures de surveillance	AP du 10/08/2018 Articles 2.2 et 2.3	Demande de justificatifs	1 semaine
7	Registre des déchets entrants Traçabilité des déchets	AM du 31/05/2025 Article 8	Mise en demeure <i>Tenue du registre des déchets entrants conformément à la réglementation en vigueur</i>	1 mois
8	Incident ou accident Déclaration d'accident	Code de l'environnement Article R. 512-69	Mise en demeure <i>Transmission d'un rapport circonstancié sur la pollution à l'origine des installations</i>	1 semaine

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À la suite de la visite d'inspection du 26 mars 2026 réalisée sur l'ISDI de Navailles-Angos exploitée par la Communauté de Communes des Luys-en-Béarn, il apparaît que :

- l'exploitant accepte depuis plusieurs années sur ses installations des déchets interdits,
- le personnel en charge de l'accueil des déchets entrants est peu formé, voire pas formé du tout,
- les principes essentiels de prise en charge des déchets ne sont pas respectés (déversement direct dans la pente, etc.),
- les obligations en matière de traçabilité des déchets apportés sur le site ne sont pas respectées (les bons de mise en décharge sont incomplets, des informations volontairement erronées y sont retranscrites, etc.),
- les apports réguliers de déchets potentiellement dangereux sont susceptibles d'entraîner une pollution généralisée du site,
- l'exploitant n'a pas informé l'inspection des installations classées de la pollution ayant pour origine ses installations en date du 24 mars 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des accidents et des pollutions - Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, Article 14
Prescription contrôlée : I. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant suivi une formation de base sur la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits et déchets utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident. Les personnes autorisées sur site sont nommément identifiées dans une liste disponible sur site. Les préposés à la surveillance et à l'entretien des installations sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie. Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé. II. Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.
Constats : L'ISDI de Navailles-Angos est accessible pendant les heures d'ouverture sur appel téléphonique. Le numéro de téléphone est celui d'une astreinte téléphonique de la Communauté de Communes des Luys-en-Béarn, une quinzaine d'agents peut être amenée à intervenir sur les installations. L'exploitant précise que les agents ont reçu une formation orale sur la conduite de l'installation. Les personnes autorisées ne figurent pas sur une liste disponible sur le site. Il n'existe pas de procédure d'exploitation écrite, il n'y a pas de consignes établies et affichées sur les lieux fréquentés par le personnel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mettre en place une procédure écrite destinée aux agents intervenant sur l'ISDI. Les agents susceptibles d'intervenir en tant qu'agent d'accueil doivent avoir reçu une formation de base (procédure d'acceptation des déchets, type de déchets acceptés, contrôle visuel, documents à remplir, etc.). La procédure est mise à jour régulièrement si nécessaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescriptions
Proposition de délais : 1 mois à compter la notification de l'arrêté de mise en demeure

N° 2 : Règles d'exploitation du site - Déchargement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, Article 19
Prescription contrôlée : Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent.
Constats : Les déchets contenus dans les deux camions hydrocureurs mis en décharge le 24 mars 2026 ont été déversés directement dans la pente de l'ISDI (zone de stockage définitive).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de former le personnel intervenant dans l'ISDI sur les procédures à respecter lors du déchargement des déchets et de s'assurer que les déchets sont d'abord déversés sur une zone de contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescriptions
Proposition de délais : 1 mois à compter la notification de l'arrêté de mise en demeure

N° 3 : Surveillance des émissions - Pollution accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, Article 30

Prescription contrôlée :

Dans le cas d'une situation accidentelle qui entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé, une surveillance est mise en place afin de vérifier que l'introduction de ces polluants dans les eaux souterraines n'entraîne pas de dégradation ou de tendances à la hausse significatives et durables des concentrations de polluants dans les eaux souterraines.

Constats :

Les registres des déchets entrants sur l'ISDI au cours des années 2023, 2024 et 2025 font ressortir :

- la mise en décharge de 31 camions hydrocureurs en 2023,
- la mise en décharge de 59 camions hydrocureurs en 2024,
- la mise en décharge de 61 camions hydrocureurs en 2025.

Les boues mises en décharge proviennent de stations de lavage de véhicules, de séparateurs d'hydrocarbures, de déshuileurs-débourbeurs et contiennent potentiellement des matières polluantes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- de maintenir des moyens sur la partie aval du cours d'eau alimentant le lac du Balaing (barrages flottants, buvards) permettant de récupérer le produit flottant à la surface jusqu'à résorption complète de la présence des surnageants,
- de faire procéder à des analyses de sol sur les dépôts susceptibles d'avoir accueilli les déchets en provenance de camions hydrocureurs au cours des années précédentes,
- de proposer, en fonction des résultats des analyses, un programme de surveillance des eaux de surface et des eaux souterraines ainsi qu'un plan d'action, avec un échéancier associé, visant à résorber la pollution relevée et en limiter les impacts.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescriptions

Proposition de délais : 2 mois à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure

N° 4 : Conditions d'admission – Procédure d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, Article 3

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation visée à l'article 1^{er} met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.

Constats :

Procédure d'acceptation préalable

L'exploitant a transmis à l'inspection la « *Convention de stockage de déchets inertes valant règlement intérieur* » établie entre la Communauté de Communes des Luys-en-Béarn (CCLB) et la société HYDRE et signée par les 2 parties le 20 février 2025.

La convention liste de façon exhaustive les déchets admis sur l'ISDI :

- béton, briques, tuiles,
- terre, cailloux,
- mélange bitumineux sans goudron, sous réserve de présentation d'une attestation d'absence d'amiante,
- autres déchets de démolition inertes.

Elle liste les déchets formellement proscrits :

- ferrailles et ferrallages,
- plastiques,

- plâtre,
- laine de verre,
- tous déchets contenant des substances dangereuses.

Elle précise que :

- le chantier de provenance des déchets doit être clairement identifié,
- les dépôts doivent être effectués en suivant les consignes du personnel de la CCLB,
- le personnel de la CCLB effectue un 1^{er} contrôle visuel,
- les dépôts ne doivent être en aucun cas effectués dans la pente,
- une fois les déchets déposés, il est procédé à un 2^{ème} contrôle visuel,
- si dans le cadre du contrôle il est constaté des non-conformités, les déchets devront être repris par l'apporteur et évacués vers des filières appropriées.

Dépôts réalisés le 24 mars 2026

Les déchets contenus dans les deux camions hydrocureurs :

- ne figurent pas dans la liste des déchets admis,
- figurent dans la liste des déchets proscrits car contenant des substances dangereuses (notamment curage de séparateurs d'hydrocarbures),
- les chantiers de provenance des déchets figurant sur les bons de mise en dépôt ne sont pas les chantiers réellement concernés : les 2 entreprises indiquées sur les 2 bons ont été consultées par l'inspection des installations classées :
 - une entreprise indique ne plus avoir de contacts avec l'entreprise d'hydrocurage depuis plus de 2 ans,
 - la 2^{ème} entreprise précise que le curage de ses installations n'a pas été réalisé depuis plusieurs mois,
- les dépôts des déchets ont été effectués directement dans la pente de l'ISDI,
- les déchets déposés présentent visuellement 2 non-conformités :
 - les déchets déposés sont sous forme de boues (terme indiqué sur les 2 bons de mise en décharge n° 3377 et n° 3379),
 - des déchets de plastiques sont présents dans les dépôts,

Lors de la mise en décharge des camions d'hydrocurage, aucune non-conformité n'a été signalée par l'agent d'accueil, aucune demande de reprise des déchets n'a été demandée au chauffeur des camions.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat:

Il est demandé à l'exploitant de former le personnel intervenant dans l'ISDI sur les procédures à respecter lors du déchargement des déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescriptions

Proposition de délais : 1 mois à compter la notification de l'arrêté de mise en demeure

N° 5 : Conditions d'admission - Contrôle visuel et documents d'accompagnement

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, Article 7

Prescription contrôlée :

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé

Constats :

Les bons de mise en décharge complétés par l'exploitant sont incomplets et erronés (n° 3377 et n° 3379) :

- l'origine du chantier n'est pas indiquée sur le bon n° 3377,
- il est avéré que les 2 producteurs des déchets (entreprises) mentionnés sur les 2 bons n° 3377 et n° 3379 ne sont pas à l'origine des déchets déposés. L'exploitant précise en séance que des noms d'entreprises domiciliées sur le territoire de la Communauté de Communes des Luys-en-Béarn sont volontairement mentionnés en lieu et place du véritable producteur, car la CCLB a pour objectif de n'accepter que des déchets inertes produits sur son territoire.

Les bons de mise en décharge complétés par l'exploitant précisent que les déchets sont des boues (n° 3377 et n° 3379). Compte tenu de la nature des déchets, ceux-ci n'auraient pas dû être acceptés.

Les bons de mise en décharge n° 3377 et n° 3379 précisent que :

- un contrôle visuel a été réalisé,
- à la suite du contrôle, les déchets ont été acceptés.

Au regard des boues et des déchets de plastiques encore présents sur les installations le jour de l'inspection, il apparaît que le contrôle visuel et la procédure d'acceptation n'ont pas été correctement réalisés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat:

Il est demandé à l'exploitant de former le personnel intervenant dans l'ISDI sur les procédures à respecter lors du déchargement des déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescriptions

Proposition de délais : 1 mois à compter la notification de l'arrêté de mise en demeure

N° 6 : Prescriptions particulières – Mesures de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral d'autorisation du 10 août 2018, Articles 2.2 et 2.3

Prescription contrôlée :

Article 2.2

Au titre des mesures compensatoires pour le busage sur une longueur de 189 ml du ruisseau Bousquet, l'exploitant procède, sous 6 mois à la reconstitution d'habitats aquatiques sur le Luy de Béarn par la remise en état fonctionnel d'anciens bras, conformément au dossier de demande d'enregistrement et à la note hydraulique complémentaire.

Article 2.3

Pendant les 5 ans qui suivent la mise en œuvre des mesures compensatoires susvisées, l'exploitant met en place, conformément au dossier de demande d'enregistrement et à la note hydraulique complémentaire, une surveillance visuelle régulière permettant de s'assurer de leur état fonctionnel et procède le cas échéant, aux travaux nécessaires à ce maintien en état fonctionnel.

Ce suivi fait l'objet de la transmission d'un compte-rendu annuel, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, auprès des services des installations classées et de la police de l'eau.

Observations :

Ces 2 points n'ont pas été abordés au cours de l'inspection. Toutefois, des demandes sont formulées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat:

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection :

- les éléments justifiant que la surveillance régulière permettant de s'assurer de l'état fonctionnel des mesures compensatoires a bien été réalisée,
- les justificatifs, le cas échéant, des travaux de maintenance réalisés,
- une copie des comptes-rendus annuels à produire à l'inspection des installations classées et à la police de l'eau.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatifs

Proposition de délais : 1 semaine à compter de la réception du rapport d'inspection

N° 7 : Registre des déchets entrants – Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté du 31 mai 2021, Article 8

Prescription contrôlée :

Les collecteurs de terres excavées tiennent à jour un registre chronologique des terres excavées collectées. Ce registre contient au moins, pour chaque lot de déchets collectés, les informations suivantes :

- a) Concernant la date de déchargement :
 - la date de déchargement des terres excavées ;
- b) Concernant la dénomination, nature et quantité :
 - la dénomination usuelle des terres excavées ;
 - les données issues de l'analyse chimique des terres excavées lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées, ou lorsque ces données sont disponibles ;
 - lorsque les terres excavées ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du Code de l'environnement ;
 - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
 - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
 - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du Code de l'environnement ;
 - la quantité de terres excavées en tonne ou en m³ ;
- c) Concernant le transport des terres excavées :
 - le numéro d'immatriculation du ou des véhicules transportant les terres excavées ; [...]
- d) Concernant l'origine et la gestion des terres excavées :
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées ;
 - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
 - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne remettant les terres excavées au transporteur ou au collecteur ;
 - l'adresse de la prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse du producteur ou de la personne les remettant ; [...]

Constats :

À la suite de l'inspection, l'exploitant a transmis le registre des déchets entrants sur l'ISDI qu'il exploite à Navailles-Angos.

Les 3 registres transmis sont ceux des années 2023, 2024 et 2025.

Le registre relatif aux apports de l'année 2026 (jusqu'au jour de l'inspection) n'a pas été communiqué, car il n'a pas encore été créé par l'exploitant. Ce dernier précise qu'il ne crée les registres qu'une fois par an, en fin d'année comptable, au moment de la facturation des apports de déchets auprès des entreprises concernées.

Sur les 3 registres transmis, des paramètres obligatoires sont manquants :

- le numéro d'immatriculation du ou des véhicules transportant les terres excavées,
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées,
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production,
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne remettant les terres excavées au transporteur ou au collecteur,
- l'adresse de la prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse du producteur ou de la personne les remettant.

Les 2 codes déchets utilisés sont :

- 17 01 07 (mélange de béton, briques, tuiles),
- 17 05 04 (terres et cailloux).

Sur le registre, la dénomination des déchets apportés par l'entreprise HYDRE est « Terre », alors que sur les bons de mise en décharge, il est toujours précisé « boues ». Par conséquent, le type de déchets porté dans le registre ne correspond pas au type de déchets mentionnés sur les bons de mise en décharge.

Les documents servant à établir le registre des déchets entrants par l'exploitant sont les bons de mise en décharge (carnet à souches) complétés par le personnel d'accueil de l'ISDI.

Ces documents sont incomplets, ils ne précisent pas toujours le producteur du déchet (entreprise à l'origine des déchets), parfois seule la ville d'origine est précisée.

L'exploitant a transmis une copie des bons de mise en décharge établis lors des mises en décharge des camions d'hydrocurage (35 bons en 2023, 65 en 2024 et 58 en 2025).

Sur l'ensemble des bons, ce sont toujours 3 ou 4 mêmes entreprises qui sont mentionnées.

Deux des entreprises figurant régulièrement sur les bons ont été interrogées par l'inspection des installations classées ; une d'entre elles a indiqué ne faire appel à l'entreprise d'hydrocurage qu'une fois par an, l'autre a indiqué ne plus avoir de contrats d'enlèvement des déchets depuis environ 2 à 3 ans avec ladite entreprise.

La traçabilité des déchets est rendue impossible.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant apporte les corrections dans son registre des déchets entrants en le complétant de toutes les mentions obligatoires. Il veille à ce que les informations retranscrites correspondent aux apports réellement effectués sur ses installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect des prescriptions

Proposition de délais : 1 mois à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure

N° 8 : Incident ou accident – Déclaration d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Article R. 512-69

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Remarque

Depuis le 1^{er} janvier 2026, la déclaration d'un incident ou accident dans une ICPE doit être réalisée sur le site internet suivant : https://demarches.service-public.gouv.fr/pro_mademarche/DeclarationIncidentAccident/demarche?execution=e1s1

Constats :

Les dépôts de déchets concernés par la pollution du lac situé en aval de l'ISDI ont eu lieu le mardi 24 mars 2026 à 9h00.

L'agent en charge de la réception des camions n'a prévenu sa hiérarchie le 24 mars 2026 à 16h45 qu'à la suite de la visite de l'agent de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) qui a constaté la pollution dans le lac situé en contrebas et qui est remonté jusqu'à son origine (ISDI de Navailles-Angos).

La CCLB n'a pas porté à la connaissance de l'inspection des installations classées cet accident (pollution avérée en provenance de l'ISDI).

L'inspection des installations classées a été prévenue de la survenance de cette pollution par le Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles (SIDPC) de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques le jeudi 26 mars 2026 à 8h08.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées un rapport circonstancié sur la pollution à l'origine de ses installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect des prescriptions

Proposition de délais : 1 semaine à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure